

Chers amis producteurs et productrices de lait, chers sympathisants,

Lors de sa conférence de presse à l'occasion de la Semaine verte internationale de Berlin, le comité directeur de l'EMB a présenté des solutions pour une production laitière respectueuse de l'environnement et durable tant socialement qu'économiquement dans l'UE.

Le fait est que l'on demande aux éleveurs laitiers de supporter toujours plus de charges, alors qu'ils n'ont pas les moyens économiques d'y faire face. De plus, les éleveurs laitiers sont aujourd'hui dos au mur – ils y ont été acculés par les responsables politiques. Et ceux-ci semblent désormais attendre des agriculteurs qu'ils veuillent bien « s'adapter ». Les manifestations de paysans, qui alertent depuis des années sur la difficulté de leur situation économique, sont une conséquence logique d'une politique agricole malavisée.

Comment sortir de cette impasse ? Clairement, la balle est dans le camp de la politique agricole au niveau européen. Nous avons besoin d'une politique de marché, avec des conditions cadres appropriées, afin d'imposer des prix équitables. Le marché du lait doit être fondé sur un socle économique solide. Nous pourrions ensuite nous pencher sur de nouvelles contraintes écologiques et sociales. Pour remettre les pendules à l'heure : nous, éleveurs laitiers, pensons depuis de nombreuses années à la protection de l'environnement et nous apportons déjà notre contribution écologique. On ne peut toutefois pas se défaire simplement sur les agriculteurs des coûts des nouvelles normes environnementales !

Sur ce sujet, l'EMB a élaboré un rapport prenant en compte les critères tant socio-économiques qu'écologiques pour une production laitière durable dans l'UE. Un point incontournable est la mise en place d'un instrument de gestion de crise qui empêche la surproduction.

Dans cette édition de notre bulletin, vous trouverez des échos de certains événements organisés lors de la Semaine verte ainsi que **des nouvelles de nos organisations membres**. Vous y lirez aussi une présentation de notre nouvelle association membre, APROLEP, qui s'engage depuis 2010 en faveur des producteurs et productrices de lait portugais. Un entretien avec l'eurodéputé Bert-Jan Ruissen viendra éclairer le regard que porte le groupe des Conservateurs et réformistes européens sur le secteur laitier.

Dans notre série « le lait équitable », nos collègues luxembourgeois présentent quant à eux leur marque, qui permet aux producteurs de lait d'être rémunérés décemment. Un projet réussi vu que la coopérative commercialise aujourd'hui 13 produits laitiers.

Nous vous souhaitons une bonne lecture !

Johannes Pfaller, membre du comité directeur de l'European Milk Board et porte-parole du conseil consultatif du BDM

EMB Bulletin février 2020

Comment la production de lait de l'UE peut-elle devenir respectueuse du climat et socialement et économiquement durable ?

Des nouvelles de l'association allemande des producteurs laitiers BDM

APROLEP – l'association des producteurs laitiers du Portugal

Les producteurs belges revendiquent de la place dans les rayons

Le DBV voit des prix au producteur « extrêmement stables », l'AbL voit une « instabilité des exploitations paysannes »

« Rendre sa force à l'agriculture ! »

– entretien de l'EMB avec l'eurodéputé Bert-Jan Ruissen

Le lait équitable luxembourgeois

Contact

EMB - European Milk Board asbl

Rue du Commerce 124

B-1000 Brussels

Phone.: +32 - 2808 - 1935

Fax: +32 - 2808 - 8265

office@europeanmilkboard.org

www.europeanmilkboard.org

Comment la production de lait de l'UE peut-elle devenir respectueuse du climat et socialement et économiquement durable ?

© EMB

Il n'est un secret pour personne que la situation des producteurs et productrices dans l'agriculture est très difficile depuis des années. Par exemple, le prix payé au producteur ne couvre pas les coûts qu'entraîne la production de lait. En moyenne sur cinq ans, le déficit pour les producteurs allemands s'élève à 20 %, ce qui signifie un manque à gagner de neuf centimes pour chaque kilogramme de lait produit. Il en va de même pour le lait

bio, avec un déficit de 21 % pour l'année 2018-2019.

« Nos agriculteurs sont de plus en plus marginalisés économiquement et socialement », résume Erwin Schöpges, producteur de lait belge et président de l'association des producteurs de lait European Milk Board (EMB). « Ceci s'explique par l'orientation de la politique agricole de l'UE qui, au lieu de favoriser une agriculture socialement durable, cherche à produire à bas prix pour être concurrentielle à l'international. Cette évolution ne date pas d'hier et nous fait descendre dans la rue pour protester depuis des années. » Johannes Pfaller, membre allemand du comité directeur de l'EMB, ajoute : « Dans une situation aussi déficitaire, si l'on rajoute encore des obligations aux agriculteurs, il ne faut pas s'étonner qu'ils manifestent avec autant de vigueur. En effet, comment peut-on attendre des producteurs qu'ils continuent de fournir, d'une part, des matières premières au prix le plus bas et, d'autre part,

qu'ils se plient à des obligations supplémentaires qui génèrent des coûts importants ? Ce n'est tout simplement pas possible, cette contradiction broie les producteurs de lait. » Pour M. Pfaller, il devient très clair que la position des producteurs sur le marché doit être considérablement améliorée par un cadre réglementaire approprié. Celui-ci donnerait aux agriculteurs la possibilité de défendre correctement leurs intérêts économiques.

Document de position sur une production durable dans l'UE

La politique agricole actuelle doit être adaptée au niveau européen afin de régler la contradiction entre, d'une part, la pression de produire à bas prix et, d'autre part, les exigences environnementales. « Un changement d'orientation est nécessaire afin de parvenir à une production responsable dans l'UE », explique Erwin Schöpges. « L'EMB a rédigé un **document de position sur ce sujet, qui prend en compte aussi bien la durabilité socio-économique que la durabilité écologique.** » Ce document plaide en faveur de la mise en place d'un **instrument de gestion de crise** capable d'endiguer les crises récurrentes. Cet instrument permettrait de réduire la surproduction, ce qui, au-delà de l'effet positif sur les prix aux producteurs, contribuerait également à préserver les ressources – un aspect écologique important. Le document s'oppose également aux accords de libre-échange sur les produits agricoles, car ils vont à l'encontre d'une production équitable et durable.

Comme le document de position l'expose clairement, des conditions importantes doivent être remplies par les responsables politiques afin que la durabilité, aussi bien écologique que sociale, ait véritablement une chance d'exister dans l'agriculture :

- La situation générale des agriculteurs doit être saine afin que ceux-ci puissent avoir la capacité de se plier à des obligations contraignantes. Cela signifie qu'il faut que les prix soient rémunérateurs, c'est-à-dire qu'ils couvrent les coûts de production, y compris un revenu décent pour le producteur. Pour cela, il faut que l'instrument de gestion de crise déjà cité soit mis en place au niveau européen et que soit créé un cadre réglementaire qui renforce la position des producteurs sur le marché.
- Les stratégies écologiques et les possibilités sur lesquelles sont fondées les obligations doivent être discutées et concertées avec les producteurs. Ceci inclut également la reconnaissance de la contribution écologique positive que les agriculteurs apportent déjà – notamment le stockage du carbone ou la protection contre l'érosion – ainsi qu'un arrangement équitable sur la prise en charge des coûts des obligations environnementales. On ne peut pas simplement se défaire des coûts sur les agriculteurs.

Tous les acteurs doivent collaborer entre eux pour que l'agriculture soit durable socialement, économiquement et respectueuse du climat. À la politique revient la tâche importante d'élaborer un cadre adéquat, afin que les agricultrices et les agriculteurs ne soient plus marginalisés mais qu'ils soient à nouveau perçus comme des membres importants de la société.

Les producteurs et productrices de lait de l'EMB ne s'en remettent pas uniquement à la politique, mais aussi à leurs propres forces et au contact direct avec les consommateurs : par exemple, la marque *Le lait équitable*, qui a été lancée dans plusieurs pays européens par les producteurs de lait eux-mêmes, montre que les prix rémunérateurs ne sont pas une chimère. Pour qu'ils ne soient pas l'exception mais la règle, une condition doit toutefois être remplie : un cadre politique adéquat.

Communiqué de presse de l'EMB du 16 janvier 2020

Des nouvelles de l'association allemande des producteurs laitiers BDM

Conférence de presse lors de la Semaine verte de Berlin

© BDM

L'aperçu de la situation du marché en 2019 a montré que la combinaison de prix au producteur toujours trop bas et de coûts des intrants en hausse a provoqué un recul de 30 % du bénéfice des exploitations laitières.

Dans ce contexte, Stefan Mann, président du BDM, a déclaré au sujet des nombreuses manifestations d'agriculteurs depuis l'automne dernier qu'il « n'est pas étonnant que les agriculteurs s'insurgent et qu'ils s'opposent à toute charge supplémentaire. » Le cercle vicieux « tension liée aux coûts ? course à l'intensification ? conséquences négatives pour l'environnement ? obligations ? encore plus de tension liée aux coûts » trouve son origine dans l'orientation de la politique agricole sur des prix bas, dans une optique de concurrence mondiale.

C'est pourquoi le BDM est convaincu qu'il est important de renforcer la position des agriculteurs et agricultrices sur le marché afin d'obtenir des prix permettant de pratiquer un élevage laitier durable et viable socialement.

Symposium 2020 : normes, obligations etc. – une vision pour une agriculture porteuse d'avenir ?

Lors du symposium organisé par le BDM, qui s'est tenu le 18 janvier 2020, un panel varié, composé d'éleveurs laitiers, de responsables politiques et de chercheurs, a débattu de questions relatives à l'avenir de l'élevage laitier. Les sujets abordés comprenaient les questions de la responsabilité du monde politique et des perspectives pour l'avenir. Comme l'a souligné le porte-parole du conseil consultatif du BDM, Johannes Pfaller, le BDM dispose de stratégies pour sortir des problèmes actuels de l'agriculture.

Remise du prix de journalisme « Le lait équitable »

Le prix de journalisme, doté de 5 000 euros, a été décerné cette année dans quatre catégories : presse écrite, numérique, jeune journaliste et TV. Les sujets traités allaient du quotidien des agriculteurs aux questions politiques actuelles, en passant par la mécanisation.

Le prix de journalisme, qui était décerné pour la septième fois dans le cadre du symposium du BDM, représente un temps fort de cet événement.

Henrik Groeger, Bundesverband Deutscher Milchviehhalter e.V. (BDM)

APROLEP – l'association des producteurs laitiers du Portugal

© APROLEP

L'association des producteurs laitiers du Portugal APROLEP a officiellement été fondée le 4 mars 2010 par un groupe de producteurs laitiers afin d'affronter la grave crise qui touche le secteur depuis 2008. L'objectif est clair depuis le début : « un prix équitable pour le lait portugais » et « des règles claires pour adapter la production aux besoins des consommateurs ».

Nous sommes une association non partisane au service des producteurs et productrices laitiers, indépendante de la distribution, de l'industrie et de toute autre organisation agricole. Nous sommes toujours prêts à coopérer pour résoudre les problèmes des producteurs et productrices laitiers. Nous vivons des cotisations versées par les membres ainsi que de la publicité des entreprises qui fournissent des produits et services aux producteurs de lait.

Celle-ci apparaît dans notre magazine et à nos colloques.

Le prix moyen du lait payé au producteur au Portugal (30,83 €/100 kg en novembre 2019) reste inférieur à la moyenne de l'UE. Des réponses efficaces doivent être apportées aux menaces qui pèsent sur notre activité, notre réputation et nos produits.

Le volet communication d'APROLEP est très développé avec un [magazine semestriel](#), notre [site internet](#), notre compte [Twitter](#). La [page Facebook](#) APROLEP compte actuellement 8850 abonnés. De plus, nous avons lancé le « Forum APROLEP » via l'application « Telegram » pour mener des débats et échanger des informations en temps réel avec tous les producteurs du pays. Nous utilisons tous ces outils de communication pour être en contact permanent avec nos membres.

Nous sommes ravis de l'adhésion d'APROLEP à l'EMB, qui a été pour nous une source d'inspiration au fil des années. Ensemble, nous sommes plus forts !

Carlos Neves, vice-président d'APROLEP

Les producteurs belges revendiquent de la place dans les rayons

Une cinquantaine de producteurs de lait, de viande et du secteur « pommes-poires » se sont déplacés le 23 janvier avec une vingtaine de tracteurs au Holiday Inn Brussels Airport. Ils sont venus témoigner de leur inquiétude au monde de la grande distribution à l'occasion de l'événement de la Gondola Society, réseau national destiné au secteur de la distribution et à l'industrie alimentaire dont l'objectif ultime est de créer de la valeur ajoutée. Celle-ci a remis un prix pour récompenser trois personnalités exceptionnelles du monde de la grande distribution et du commerce de détail.

Les producteurs des différents secteurs sont conscients du rôle important que joue la grande distribution ; celle-ci devrait être une alliée. Les producteurs, agriculteurs et cultivateurs déplorent toutefois que la grande distribution se serve de l'image de l'agriculture pour faire un maximum de bénéfices au détriment du producteur. Par ailleurs, ils s'inquiètent que les bénéfices des entreprises ne profitent pas à la Belgique, mais partent à l'étranger. Ces sociétés mises à l'honneur ne sont plus des sociétés exclusivement belges.

Quel sera le risque à l'avenir pour les producteurs de ne plus pouvoir travailler avec ces sociétés étrangères ?

Les revendications des nombreux secteurs présents aujourd'hui sont :

- Augmenter le nombre de produits équitables belges qui assurent un revenu rémunérateur aux producteurs, y compris un salaire pour leur travail,
- Faciliter le référencement et les entrées de produits aux coopératives équitables et aux producteurs locaux,
- Donner une plus grande visibilité à ces différents produits afin que le consommateur puisse trouver et acheter plus aisément ces produits en magasin,
- Travailler en partenariat et dans le respect pour les agriculteurs qui se battent chaque jour pour la survie de nos exploitations et de nos campagnes.

Aujourd'hui, les agriculteurs n'ont pas souhaité bloquer l'événement de Gondola ni pousser à la confrontation, mais ils demandent avec fermeté à la grande distribution de revenir dans un dialogue constructif. Ils attendent par conséquent des résultats concrets dans les prochaines semaines.

Extrait du communiqué de presse du MIG Belgique du 23 janvier 2020

Le DBV voit des prix au producteur « extrêmement stables », l'AbL voit une « instabilité des exploitations paysannes »

Dans son bilan de fin d'année, le syndicat agricole allemand DBV (Deutscher Bauernverband) qualifie 2019 d'« année très particulière pour le secteur du lait » : d'une part, les coûts de production du lait cru étaient en effet nettement supérieurs à ceux des années précédentes dans de nombreuses régions d'Allemagne, en raison de la sécheresse et de la chaleur des étés 2018 et 2019, ainsi que des maigres récoltes de fourrage qu'elles ont provoquées.

D'autre part, les prix au producteur sont restés extrêmement stables en 2019. Au cours de l'année, la moyenne fédérale est restée comprise entre 32,6 et 33,8 centimes/kg ».

Pour Ottmar Ilchmann, éleveur laitier et président de l'AbL (*Arbeitsgemeinschaft bäuerliche Landwirtschaft*) en Basse-Saxe, le mot stabilité a généralement une connotation positive dans le langage courant. « Toutefois, quand le syndicat agricole parle de « prix du lait extrêmement stables » dans son bilan de l'année écoulée, il se positionne en candidat sérieux pour le concours de l'euphémisme de l'année, explique M. Ilchmann, car il enjolive la situation des exploitations laitières et ne décrit pas la réalité. » Ce que le DBV passe sous silence, c'est que cette stabilité s'exprime, pour M. Ilchmann et bien d'autres, par des prix stagnant toute l'année à environ 10 centimes, soit 25 %, en-dessous des coûts. « Cette situation soi-disant stable provoque une instabilité extrême des exploitations paysannes, de nombreuses faillites sont à prévoir », indique M. Ilchmann. Selon lui, le syndicat agricole aurait pourtant la capacité d'améliorer la position des éleveurs laitiers sur le marché, en élaborant une stratégie sectorielle pour le marché du lait. Encore faudrait-il qu'il se considère toujours comme le représentant des intérêts des éleveurs laitiers. « À l'évidence, il est davantage préoccupé par les intérêts des laiteries coopératives, dont les comités directeurs et conseils de surveillance sont trop souvent dominés par des permanents du DBV », s'insurge le président de l'AbL.

Le secteur laitier travaille depuis longtemps à une « stratégie sectorielle 2030 ». Un résultat était attendu pour l'automne 2019 mais n'a pas encore été présenté. La responsabilité de cette stratégie est entre les mains d'un comité de pilotage, composé de membres du DBV, de la fédération des coopératives DRV et du syndicat de l'industrie laitière MIV.

FebL, Unabhängige Bauernstimme

« Rendre sa force à l'agriculture ! » – entretien de l'EMB avec l'eurodéputé Bert-Jan Ruissen

Bert-Jan Ruissen est député au Parlement européen pour le groupe des Conservateurs et réformistes européens (CRE). Depuis juillet 2019, le Néerlandais âgé de 47 ans siège à la Commission de l'agriculture et du développement rural. Dans le cadre de nos entretiens avec les nouveaux eurodéputés, nous lui avons demandé ce qu'il pensait du secteur laitier.

© Union européenne 2019

Quelles sont vos priorités en termes de politique pour les cinq prochaines années au Parlement européen ?

Ma priorité sera de « rendre sa force à l'agriculture ». Il s'agit simplement de garantir qu'il y aura suffisamment de bons aliments pour tous les citoyens. Nous devons éviter de connaître des pénuries ou de devenir dépendants d'autres pays ou continents pour notre pain quotidien. Il est déjà très regrettable que l'UE ne soit pas auto-suffisante en énergie – nous voyons bien les problèmes liés à cette dépendance. Il ne faudrait certainement pas y ajouter une dépendance en quelque chose d'aussi important que les produits agricoles !

Je note la longue liste de souhaits des autres partis pour les changements à apporter à la Politique agricole commune dans les sept ans à venir. Une question importante est : quel sera le budget disponible ? Nous devons éviter que la bureaucratie n'étouffe l'esprit entrepreneurial dans l'agriculture européenne. En tant que négociateur pour le groupe CRE, je me battrais pour la compétitivité, l'innovation et la durabilité, afin que nos agriculteurs aient un avenir.

Nous perdons 1 000 fermes par jour. Comment pouvons-nous éviter que les agriculteurs n'abandonnent le métier ?

La première chose à faire est de réduire la charge administrative qui pèse sur les agriculteurs. Les entrepreneurs ont besoin d'avoir la liberté et les outils qui leur permettent d'explorer et d'innover dans les produits et les méthodes – afin que les consommateurs puissent acheter et déguster les produits qu'ils aiment. Pour que cela soit possible, nous, au Parlement européen, devons nous assurer que les agriculteurs disposent des outils qui leur permettent de faire leur travail. Cela signifie, par exemple, des produits phytosanitaires efficaces et l'accès aux meilleures techniques existantes. Les agriculteurs continueront s'ils peuvent gagner leur vie. Ici, la clé est la compétitivité du secteur. La grande distribution doit renoncer aux pratiques déloyales et les consommateurs doivent payer des prix responsables afin que l'agriculture reste durable. Et, en fin de compte, l'UE doit aider et intervenir si nécessaire.

L'accord UE-Mercosur représente-t-il un risque pour les agriculteurs et agricultrices des deux continents ? Comment pouvons-nous nous assurer qu'il ne mènera pas à un nivellement par le bas en termes de prix, de protection sociale et d'environnement ?

Oui, l'accord crée effectivement de grands risques pour des secteurs sensibles, comme la filière volaille européenne par exemple, en raison de l'exonération de droits de douane pour les importations en provenance des pays du Mercosur. Mon parti aux Pays-Bas, le SGP (*Staatkundig Gereformeerde Partij*), a des doutes sérieux sur le fait que les producteurs des pays du Mercosur se plient véritablement aux mêmes normes que les producteurs des États membres de l'UE. Nous devons absolument nous assurer que tous jouent à armes égales. Nous avons donc une position critique : il est injuste de demander à nos agriculteurs de produire en respectant des normes strictes et ambitieuses, tout en sapant leur compétitivité au moyen d'importations à bas prix par la petite porte. Nous devons examiner soigneusement chaque accord commercial pour nous assurer qu'il soit mutuellement avantageux.

M. Ruissen, merci de nous avoir accordé cet entretien.

Nicolas de la Vega

Le lait équitable luxembourgeois

© Fairkoperativ

un aperçu de leur projet de lait équitable.

Dans les éditions précédentes du bulletin, le lait équitable suisse et français ont été présentés. Ce mois-ci, les producteurs de lait luxembourgeois donnent

D'fair Mëllech au Luxembourg

Quarante-huit producteurs de lait luxembourgeois se sont rassemblés sous la coopérative *Fairkoperativ Lëtzeburg* (FKL) en 2011 et ont fondé leur propre marque, *D'fair Mëllech*. Depuis, les consommateurs luxembourgeois ont l'opportunité de les soutenir directement. Dix centimes par litre de lait vendu vont aux agriculteurs participants. Ainsi, le prix du lait usuel et trop faible

devient enfin équitable.

Lors de la production de notre lait équitable de haute qualité, nous, les producteurs et productrices participant au projet, tenons également compte du bilan minéral et énergétique de nos exploitations. L'objectif est d'optimiser le bilan énergétique afin d'harmoniser davantage les processus avec la nature.

Notre coopérative FKL commercialise aujourd'hui 13 produits laitiers différents issus des catégories lait UHT et lait frais, lait chocolaté, beurre, crème, crème glacée, fromage et yaourt. Le lait chocolaté et plusieurs sortes de crème glacée sont fabriqués en coopération avec le commerce équitable, ce qui veut dire que seuls des aliments issus du commerce équitable sont utilisés. L'essor de ces dernières années indique clairement que le consommateur luxembourgeois soutient notre démarche. Mais la distribution également témoigne pleinement de son soutien vis-à-vis de *D'fair Mëllech*.

Le contact direct entre nous, les producteurs, et les consommateurs représente la pierre angulaire de notre projet. Nos membres présentent régulièrement nos produits dans les magasins et lors de nombreux événements. C'est en effet toujours une source de joie pour nous de voir nos clients se régaler avec nos produits *D'fair Mëllech*.

Les agriculteurs et agricultrices ont besoin d'un prix du lait équitable qui couvre entièrement leurs coûts de production. Car c'est eux qui font le travail et prennent les risques. Ils chérissent le paysage culturel de leur pays et fabriquent des produits de haute qualité. Si vous souhaitez soutenir la commercialisation de produits locaux et équitables et des projets comme *D'fair Mëllech*, vous êtes au bon endroit au Luxembourg.

Plus d'informations sur www.fairmellech.lu

Danielle Warmerdam-Frantz et le bureau de l'EMB